

2017

RAPPORT ANNUEL

363'320

personnes ont suivi une école primaire ou un cours d'alphabétisation, ou terminé une formation professionnelle.



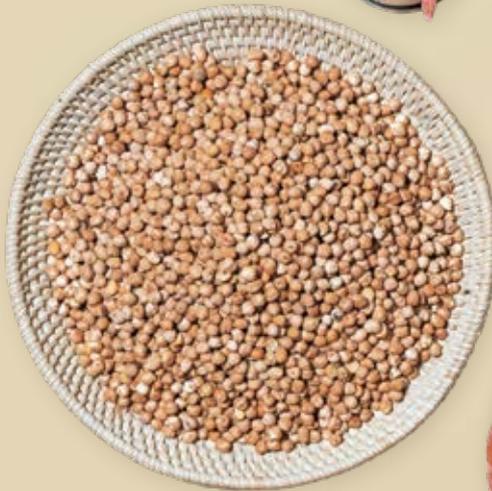
265'439

personnes ont profité d'une meilleure commercialisation de leurs produits agricoles.



423'316

paysannes et paysans ont eu accès à des terres agricoles et des forêts ou ont amélioré leur capacité à s'adapter aux changements climatiques ou à réduire les risques de catastrophes.



1'202'957

personnes ont obtenu un meilleur accès aux écoles, aux hôpitaux et aux marchés grâce à la construction de ponts ou de routes.



284'608

personnes ont suivi des cours pour les droits civiques, la démocratie, l'administration locale, la migration ou le travail pour la paix.



576'437

personnes ont suivi des cours agricoles qui leur permettent d'améliorer les récoltes.



57'415

femmes et hommes ont appris l'importance d'une alimentation saine et d'une diversité de produits agricoles.



162'032

personnes ont accédé à des installations sanitaires.



UNE VIE MEILLEURE

POUR 3'488'921 PERSONNES

153'397

personnes ont désormais accès à l'eau potable.



© Simon B. Opladen

12'000 personnes au Bénin apprennent les bases de l'hygiène pour protéger leur santé. Et les communes se chargent du bon fonctionnement de l'approvisionnement en eau sur leur vaste territoire.

Page 10



© HELVETAS Swiss Intercooperation

36 % d'eau a pu être épargné par les paysans pakistanais grâce à des techniques adaptées dans les cultures du riz et du coton. Et le gouvernement apprend qu'il économise là où il ne faut pas, quand il le fait dans le secteur de l'eau.

Page 12



© Flurina Rothenberger

2000 familles paysannes en Haïti ont appris à construire des terrasses ou des seuils de rivière et à planter des arbres, tandis que les administrations locales sont formées à une meilleure prévention contre les fréquentes tempêtes tropicales.

Page 14

Message du président	5
Rétrospective du directeur	6
Les 28 pays partenaires	8
Eau et infrastructures	10
Agriculture et économie rurale	12
Environnement et climat	14
Formation	16
Démocratie et paix	18
Nos réalisations	20
Étude d'impact:	22
Essai:	24
Commerce équitable	26
Projets en Suisse	28
Finances	30
Partenaires et donateurs	32
Structure organisationnelle	34

PORTRAIT

HELVETAS Swiss Intercooperation forme un réseau international d'organisations membres partenaires affiliées et indépendantes, engagées dans le domaine de la coopération au développement et de l'aide d'urgence. Dans ce cadre, nous soutenons les droits fondamentaux individuels et collectifs et appuyons les gouvernements et autres autorités responsables dans la mise en œuvre de leurs services. Le réseau HELVETAS Swiss Intercooperation s'appuie sur soixante ans d'expérience dans le domaine du développement. Avec plus que 1300 collaborateurs, nous sommes engagés dans 28 pays. Les organisations partenaires partagent une vision et une mission communes et respectent les mêmes politiques et principes de travail. Elles réalisent des programmes de développement conjoints basés sur une stratégie commune, notamment concernant les approches de travail telles que définies et les domaines thématiques d'intervention.



3'488'921

personnes (1'689'474 femmes et 1'799'447 hommes) ont pu en 2017 faire des pas vers un monde meilleur avec HELVETAS Swiss Intercooperation. Elles ont construit des approvisionnements en eau potable et des installations sanitaires. Elles ont contribué à la construction de ponts suspendus et de routes de base. Elles ont changé leurs méthodes de culture et ont commencé à transformer de nouveaux produits pour le commerce. Elles ont appris que vivre ensemble en paix est possible et que l'administration étatique doit être au service de tous. Les 3'488'921 personnes englobent aussi les femmes, les hommes et les enfants concernés par les projets qu'HELVETAS Swiss Intercooperation réalise pour le compte de la DDC.

Notre vision est celle d'un monde juste, où les êtres humains vivent dans l'autodétermination, dans la dignité et la sécurité, tout en utilisant les ressources naturelles de manière durable et en prenant soin de l'environnement.



CHANGER LES STRUCTURES

HELVETAS Swiss Intercooperation travaille dans des pays d'où nous parviennent de mauvaises nouvelles. Des pays auxquels nous associons la faim et la guerre. Mais quiconque les visite et a la chance de parler avec des paysans, des artisans, des médecins et des enseignants, découvre alors une autre facette de la réalité. Celle des gens qui prennent leur destin en main. Des hommes et des femmes qui ont commencé à forger leur avenir et, de ce fait, participent aussi à l'avenir de leur communauté et de leur pays.

C'est notamment le cas en Éthiopie. «Je veux aller loin dans ma vie professionnelle. Je veux trouver un emploi ou rejoindre une coopérative. Dans ma ville, je veux être la première femme à diriger une menuiserie», déclare Keralem Genetu (19 ans), qui a suivi une formation de menuisier dans le cadre d'un projet d'Helvetas (voir p. 16/17).

Helvetas s'engage pour soutenir les efforts de développement des personnes et communautés qui prennent des initiatives. Au cours des plus de 60 ans d'histoire de la coopération au développement suisse et d'Helvetas, les priorités se sont déplacées. Autrefois, les aides ponctuelles et pratiques dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture et ultérieurement aussi de la formation professionnelle dominaient. Aujourd'hui, le travail dans et sur les structures sociales d'un pays partenaire fait partie de tous les projets de développement. Nous apprenons aux autorités à élaborer leurs plans de développement conjointement avec les personnes concernées et à les mettre en œuvre de manière responsable. Nous soutenons des organisations de la société civile pour qu'elles s'investissent dans la politique à l'échelle régionale et nationale. Nous concevons tous nos projets de manière à ce qu'ils puissent servir d'exemples aux gouvernements et être

intégrés dans les politiques nationales de développement. Ce rapport annuel vous en apprendra davantage.

Au cours de ma vie, j'ai pu suivre l'évolution de la coopération au développement et parfois j'ai pu aussi la façonner. Dans les années 1980 et 90, j'ai eu la possibilité d'évaluer ou de mettre en œuvre des projets dans le cadre de quelque vingt missions. Par la suite, j'ai accompagné Intercooperation, puis HELVETAS Swiss Intercooperation en tant que président. Ma motivation première à l'égard de la coopération au développement a toujours été de m'engager pour un monde plus juste.

Lors de la prochaine assemblée générale, je vais passer le relais. Pour l'avenir, je souhaite à toutes celles et ceux qui s'engagent dans la coopération au développement et la politique de développement de posséder trois qualités essentielles:

- La vigilance, pour identifier les nouveaux défis et les opportunités et pour réagir à ces situations.
- La persévérance, pour poursuivre les objectifs fixés et ne pas se laisser déstabiliser par les échecs.
- La lucidité, pour ne pas tomber dans l'alarmisme ou le pessimisme, mais au contraire déceler les évolutions positives conduisant à un monde meilleur et les utiliser comme des forces motrices.

Je suis fier et reconnaissant d'avoir pu m'impliquer dans une organisation qui place très haut ces qualités et ces valeurs. Et je suis heureux que quelque 100'000 membres et donateurs, ainsi que de nombreuses fondations et organisations gouvernementales comme la DDC, le SECO, le Service liechtensteinois de développement, le DFID et EuropeAid, nous y aident. Je les remercie tous vivement de leur soutien. Ils sont nos partenaires pour opérer de vrais changements.



© Michele Lumina

Elmar Ledergerber
Président
d'HELVETAS Swiss Intercooperation

LA SOLIDARITÉ COMME RÉPONSE

Là où l'égoïsme l'emporte, la lutte contre la pauvreté et pour les droits humains recule. HELVETAS Swiss Intercooperation a appris de son expérience dans de nombreux pays que la formation professionnelle, une société civile forte et une bonne gouvernance sont des facteurs essentiels pour que toutes les classes sociales puissent participer au progrès de leur région.

La démocratie, la prospérité, la justice sociale et la solidarité internationale sont loin d'être évidentes. On en a la démonstration presque chaque jour. La Chine transforme des paysages et des sociétés dans des pays en développement. En Russie, le Kremlin gère la politique et la société pour son propre bénéfice. Les États-Unis s'isolent, partant de l'idée erronée que cela sert au mieux leurs intérêts. Et à chaque élection, l'Europe assiste, fascinée et horrifiée, aux succès des partis nationalistes qui remettent en question la solidarité, internationale et nationale.

Le monde est bouleversé, et les organisations de développement s'occupent de leurs petits projets, disent les sceptiques. Est-ce vrai? Nous soutenons en effet la construction de puits, aidons les paysans à s'adapter au changement climatique, permettons aux jeunes de suivre une formation professionnelle de base et encourageons les chaînes de valeurs ajoutées pour les produits agricoles. Mais toutes ces actions ont une portée bien plus vaste. Chaque nouveau puits, chaque nouvelle technique de culture et chaque apprentissage à un métier induit un changement, souvent fondamental, dans la vie des personnes concernées et de leur famille. Elles ont été plus de 17 millions à bénéficier de nos projets au cours des cinq dernières années. Mais l'impact de notre travail va plus loin encore.

Nos projets sont des points de cristallisation autour desquels se créent et se développent des organisations de la

société civile et de petites entreprises du secteur privé. Nos projets sont aussi des occasions d'apprendre pour les autorités et les politiques. Cela représente un facteur de succès durable de plus en plus important pour nos projets, et c'est pourquoi nous recherchons volontairement le contact avec les services gouvernementaux. Nous les impliquons dans l'organisation du projet et contribuons à ancrer les bonnes approches de développement au sein des gouvernements provinciaux ou d'une politique nationale. Dans les pays des Andes par exemple, nous contribuons – avec le cofinancement de la DDC et à travers un vaste programme régional – à ce que les États qui sont parties prenantes intègrent la protection des



Melchior Lengsfeld
Directeur
d'HELVETAS Swiss Intercooperation

forêts dans leur politique de développement et environnementale.

Cet ancrage existe aussi au Népal, où le 7000e pont suspendu a été inauguré l'année dernière. Quelque 500 nouveaux ponts y sont actuellement construits chaque année. C'est parce que l'État a depuis longtemps inclus les ponts suspendus dans ses programmes d'infrastructures et de développement qu'un tel tour de force est possible. Des réseaux régionaux et nationaux d'experts et d'entreprises privées népalais ont vu le jour autour de ces constructions. En l'espace de plus de 40 ans, ce qui avait débuté par quelques ponts isolés est devenu un moteur de développement pour le Népal – un succès exemplaire aussi pour Helvetas et la coopération suisse au développement.

Dans le domaine de la formation professionnelle – une préoccupation majeure d'Helvetas depuis des années –, nos projets dans de nombreux pays ont influencé les politiques nationales. Encouragés par le succès de nos formations pratiques, les autorités en Éthiopie, au Kirghizistan, au Bénin et au Népal ont commencé à adapter leurs propres programmes à la demande du marché du travail. Les perspectives professionnelles pour des centaines de milliers de jeunes s'en trouvent ainsi améliorées.

Dans le cadre de 61 projets de bonne gouvernance et de paix, nous formons des fonctionnaires et des organisations de la société civile pour qu'ils formulent des besoins et des objectifs, entendent



Des projets comme points de convergence: au Bénin, des légumes bio sont vendus par abonnement à des familles en ville.

les revendications et accomplissent les tâches prévues par la loi en toute bonne foi: de manière transparente, juste et sans en tirer profit pour eux-mêmes.

Défendre les valeurs

Dans le cadre de notre travail, nous remarquons régulièrement que l'Europe est un modèle pour de nombreuses personnes et sociétés. Cette admiration n'est pas le fruit du hasard. De nombreux États européens fondent leurs politiques et leurs actions sur des valeurs qui ont acquis aujourd'hui une reconnaissance mondiale en matière de droits humains. Mais ces valeurs ont souvent été piétinées. On a vu ces dernières années qu'elles n'étaient pas gravées dans le marbre. Les mouvements et les politiciens qui propagent les égoïsmes sociaux et nationaux ont acquis une force effrayante. Non seulement ils divisent la société, mais ils tentent aussi de creuser un fossé entre l'Europe et les pays en développement. Des forces puissantes œuvrent également à la déréglamentation des relations économiques internationales et à l'instauration de la loi du plus fort.

Nous nous opposons à ces attaques contre les valeurs universelles de base.

Dans les pays en développement, l'Europe doit soutenir ceux qui visent un développement durable du point de vue social et écologique. L'Europe – et j'inclus naturellement toujours la Suisse – ne peut plus être un refuge pour les capitaux en fuite des pays en développement, et les entreprises européennes doivent respecter les droits humains dans les pays où ni une législation nationale ni aucun juge ne l'exigent.

Via Alliance Sud, le bras politique des organisations d'entraide suisses, et à travers ses propres positions, Helvetas inscrit ces revendications dans l'agenda politique suisse. Elle soutient l'initiative Multinationales responsables, qui demande aux grandes entreprises domiciliées en Suisse de faire respecter les droits humains fondamentaux partout dans le monde. Cette initiative a reçu un meilleur écho après le scandale des Panama et Paradise Papers.

À travers des animations et des dépliants pour l'enseignement scolaire, Helvetas familiarise les futurs électeurs et leaders d'opinion à l'interdépendance internationale de la Suisse et explique des possibilités d'action individuelles ou communes.

Comme avec l'exposition «Nous mangeons le monde», qui a accueilli 150'000 visiteurs, dont de nombreux élèves.

Nos affiches évoquent aussi la question de savoir ce qu'est un développement réussi. Chacune présente trois générations d'une famille dont la vie a changé fondamentalement. Pas d'une année à l'autre, mais au fil des années. Les familles sur les affiches rappellent que le développement prend du temps, partout dans le monde.

Nous sommes heureux que nos partenaires en Suisse, en Europe et en Amérique du Nord partagent cette approche et nous encouragent sur cette voie. Notre travail ne serait pas possible sans leur soutien. Je tiens à remercier toutes nos donatrices et nos donateurs pour leur solidarité et leur engagement sans faille, qui permettent de réels changements.

LES PROGRAMMES INTERNATIONAUX 2017

La présentation donne un aperçu des programmes dans les 28 pays partenaires d'HELVETAS Swiss Intercooperation. Les chiffres correspondent à la situation au 31 décembre 2017.

AMÉRIQUE LATINE/CARAÏBES

HAÏTI

CHF 2'322'400
Projets 12

GUATEMALA

CHF 4'231'120
Projets 21

HONDURAS

CHF 1'396'824
Projets 8

PÉROU

CHF 5'679'661
Projets 13

BOLIVIE

CHF 6'053'784
Projets 8

Pérou

Bolivie

Haïti

Guatemala

Honduras

Niger

Mali

Burkina Faso

Bénin

AFRIQUE

MALI

CHF 5'150'801
Projets 19

NIGER

CHF 1'245'527
Projets 2

BURKINA FASO

CHF 4'660'421
Projets 17

BÉNIN

CHF 6'207'641
Projets 14

ÉTHIOPIE

CHF 3'518'626
Projets 16

TANZANIE

CHF 2'896'016
Projets 10

MOZAMBIQUE

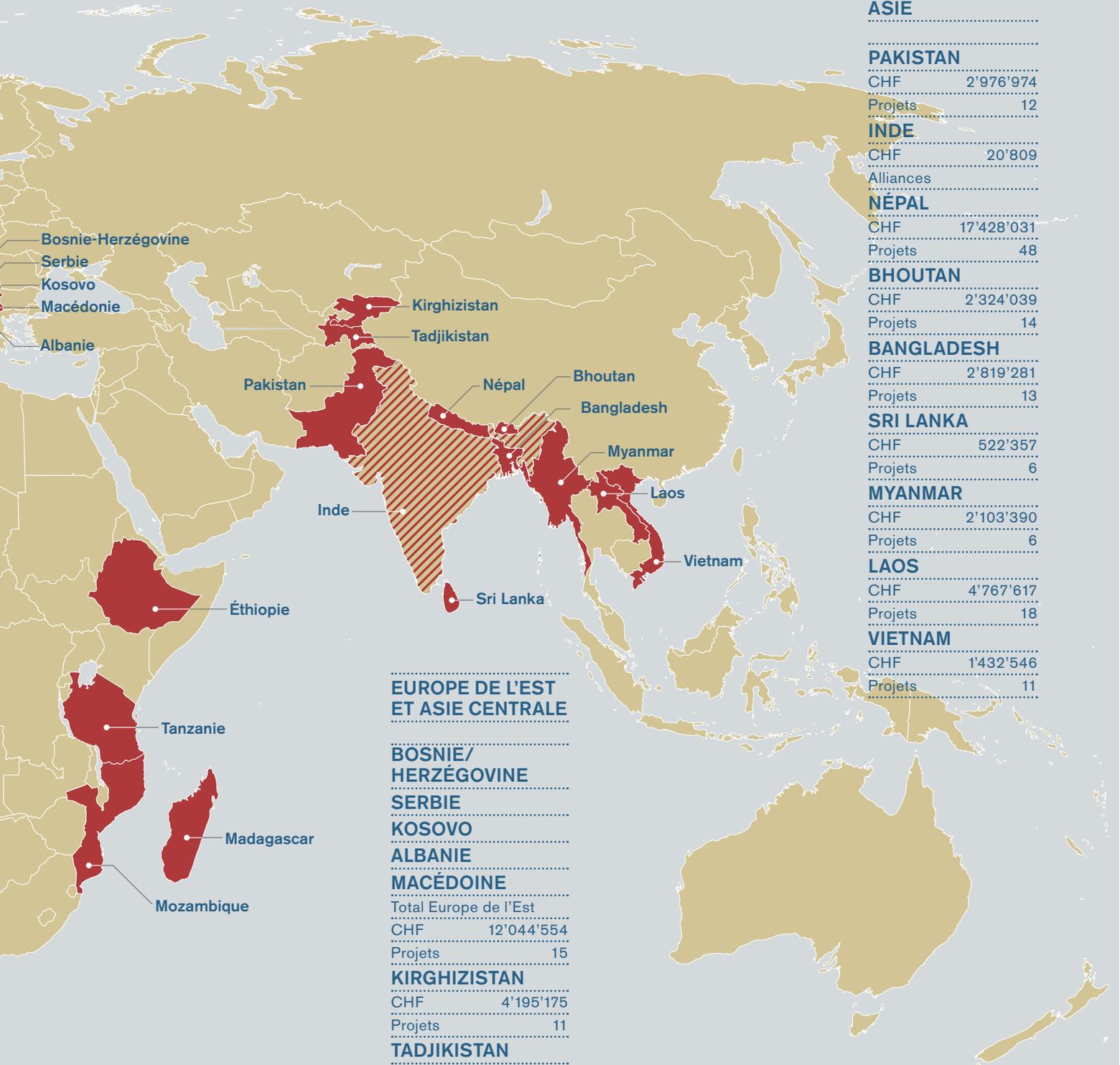
CHF 2'509'882
Projets 14

MADAGASCAR

CHF 1'917'106
Projets 19

 Pays partenaires

 Alliances

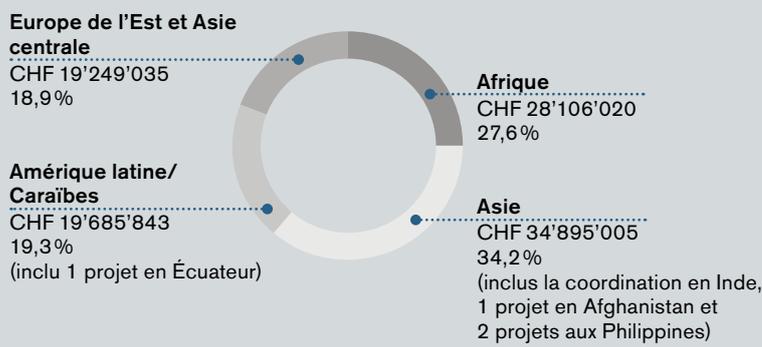


ASIE	
PAKISTAN	
CHF	2'976'974
Projets	12
INDE	
CHF	20'809
Alliances	
NÉPAL	
CHF	17'428'031
Projets	48
BHOUTAN	
CHF	2'324'039
Projets	14
BANGLADESH	
CHF	2'819'281
Projets	13
SRI LANKA	
CHF	522'357
Projets	6
MYANMAR	
CHF	2'103'390
Projets	6
LAOS	
CHF	4'767'617
Projets	18
VIETNAM	
CHF	1'432'546
Projets	11

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

BOSNIE/HERZÉGOVINE	
SERBIE	
KOSOVO	
ALBANIE	
MACÉDOINE	
Total Europe de l'Est	
CHF	12'044'554
Projets	15
KIRGHIZISTAN	
CHF	4'195'175
Projets	11
TADJIKISTAN	
CHF	3'009'306
Projets	9

DÉPENSES DES PROGRAMMES PAR CONTINENT



QUALITÉ DE L'EAU

Au Bénin, un accès à l'eau potable et aux latrines est aussi fourni dans les régions isolées du nord du pays. En 2017, Helvetas a réalisé 63 projets dans le secteur Eau et infrastructures, investissant CHF 20'674'536.

BÉNIN: DÉCISION COLLECTIVE POUR L'EAU PROPRE

N'ouéni Dari s'approche sur sa moto rugissante. Sa combinaison bleue arbore l'inscription «Artisan Réparateur». C'est le moment de procéder au contrôle semestriel de la fontaine. Il faut pour cela la dévisser, sortir et contrôler la pompe à pied, vérifier la pédale et le piston de soupape.

À la frontière du Niger et du Nigéria, le Bénin est peu peuplé et pauvre. Dans la vaste commune de Banikoara – partenaire d'Helvetas avec ses 112 villages abritant 250'000 habitants au total –, 35% des gens seulement ont accès à l'eau potable. Les autres puisent l'eau dans les puits ouverts, des cavités et des rivières. Cette eau rend malade. Mais si l'eau propre des fontaines n'est pas protégée durant son transport ou à la maison, elle peut aussi rendre malade.

Donner des informations pratiques sur l'hygiène est donc un aspect essentiel du projet QualiEau d'Helvetas. Un simple transfert de connaissances ne suffit pas pour obtenir un réel impact: il faut des modèles, des citoyens respectés qui appliquent une méthode. Associer l'hygiène et des latrines personnelles à une amélioration du statut social ou avoir la fierté d'offrir de l'eau propre à un invité sont de véritables leviers. Helvetas soutient la construction de latrines publiques sur une place de marché ou près d'une école, dans les villages motivés. L'ensemble de ce processus est une part essentielle du travail d'Helvetas dans le nord du Bénin.

Il est important que les municipalités se chargent elles-mêmes du bon fonctionnement de l'approvisionnement en eau et l'incluent dans leur plan de développement. Helvetas soutient donc les responsables, de la planification à la réalisation de tels projets. Beaucoup de questions doivent être clarifiées et des décisions sont à prendre: où l'eau se trouve-t-elle, de quelle source provient-elle, de quelle qualité? Combien d'argent faut-il pour améliorer, sécuriser ou construire l'approvisionnement en eau? Où, quand et pourquoi construit-on un tel type d'approvisionnement en eau? Qui paie combien pour l'entretien et les réparations? Quel prix la population doit-elle payer pour l'eau? Où peut-on se plaindre si le puits ne fonctionne pas bien? Planifier cela n'est réalisable que si tous les services communaux, les différents villages et leurs habitants sont impliqués et si le processus est transparent.

L'éventail des solutions possibles va des pompes à main ou à pied aux petits systèmes de canalisations avec château d'eau, en passant par des installations solaires avec citernes. Les travaux doivent être annoncés publiquement pour que des petites entreprises puissent soumettre leurs offres. Après la construction, les habitants du village sont de nouveau sollicités: la préposée à la fontaine veille à la propreté et encaisse le prix de l'eau convenu, qui sert à l'entretien et aux réparations. Ces travaux font appel à des ouvriers comme Monsieur Dari qui, avec



© Flurina Rothberger

Pour que les systèmes de réseau d'eau fonctionnent, il faut des ouvriers formés.

sa boîte à outils Helvetas, apporte une première aide en cas de panne.

L'absence d'approvisionnement en eau pose souvent problème dans les zones rurales mais aussi urbaines du Bénin. C'est pourquoi Helvetas va pour la première fois inclure un quartier urbain très pauvre dans son projet. À Parakou, quatrième plus grande ville du pays, Helvetas va ainsi acquérir de l'expérience sur ce qu'exige le bon fonctionnement d'un approvisionnement en eau dans des structures urbaines.



«Mon travail de gardienne de fontaine est une grande chance pour moi et mes enfants. Il assure nos moyens de subsistance, après le décès de mon mari. Je garde le système propre et j'encaisse le prix de l'eau convenu, qui sert à l'entretien et aux réparations.»

Rachel Tchati, 40 ans env., Centre Social de Matéri, Bénin

© Flurina Rothberger

1%

de l'eau douce sur terre est de l'eau douce disponible pour les hommes.

Source: WWF

315'429

personnes en 2017 ont élaboré avec Helvetas un accès à l'eau propre et/ou des installations sanitaires

1'202'957

personnes ont pu mieux accéder à des écoles, des hôpitaux et des marchés régionaux en 2017 grâce à Helvetas.

SERVICES DE CONSEILS: ENTENDRE LES COMMUNAUTÉS VILLAGEOISES

«Au lieu de dire aux gens ce qui est bien pour eux, eux-mêmes définissent leurs besoins.» Jacques Louvat résume ainsi l'essence du projet malien Jikura. À l'ombre des arbres de la place de village, lui et ses collaborateurs écoutent les communautés villageoises, et les encouragent à définir leurs projets pour l'eau. Avec une équipe de tournage malienne, il a donné la parole à des femmes et des hommes pour expliquer le projet et son approche. Jikura signifie «Nouvelle Eau» en bambara. Ces personnes disent comment elles perçoivent le projet et ce qu'elles en retirent. «Les films sont plus accessibles que les explications complexes. Et les formidables images rendent en profondeur la vie des gens», souligne Jacques Louvat.



Jacques Louvat est géologue et a travaillé comme enseignant à l'école des mines de l'Air, à Agadez au Niger. Après un détour par le secteur privé français, il est revenu à la coopération au dévelop-

pement et en Afrique de l'Ouest. Depuis 2011, il travaille pour Helvetas comme conseiller technique au Mali, au Bénin et au Burkina Faso.

ÉCONOMISER L'EAU

Les riziculteurs pakistanais sont soutenus par de grands négociants en riz dans le but d'économiser l'eau dans leurs champs. En 2017, Helvetas a réalisé 86 projets dans le secteur Agriculture et économie rurale en investissant CHF 22'542'178.

PAKISTAN: PLUS DE RIZ AVEC MOINS D'EAU

Le riziculteur Fiaz Lillah (35 ans) s'est étonné quand il a inondé sa rizière l'année dernière: après deux heures seulement, le niveau de l'eau était si haut qu'il pouvait commencer à semer. Les années précédentes, il avait dû inonder le champ deux fois plus longtemps. Or pour la première fois, Fiaz Lillah a fait niveler le champ et les digues à hauteur de genoux avec un appareil laser. Un petit investissement qui a porté ses fruits.

Le riz est, après le coton, le deuxième secteur de production le plus important de l'agriculture pakistanaise. La culture du riz nécessite plus d'eau que tout autre aliment de base. Or elle devient de plus en plus rare au Pakistan. Elle arrive dans les champs par des canaux depuis l'Indus et ses affluents. Un tiers de l'eau disparaît dans ce système vétuste. Un autre tiers est gaspillé parce que les champs sont mal nivelés et que les sols ont perdu leur capacité de rétention. Donc seul un tiers de l'eau profite aux plantes.

Avec le projet transnational WAPRO – de l'eau pour la production de coton et de riz –, Helvetas veut valoriser l'eau, qui reste considérée comme une ressource gratuite. Pour cela, WAPRO cherche à établir des partenariats avec des clients importants: à savoir Mars et sa marque mondiale Uncle Ben's au Pakistan, Coop en Inde et les transformateurs de coton biologique Elmer & Zweifel au Kirghizistan. Une gestion durable de l'eau est stipulée dans les contrats avec les produc-



Tous profitent de méthodes culturales économes en eau.

teurs, qui reçoivent une prime pour cela comme c'est le cas pour les produits bio ou Fairtrade.

Le deuxième pilier de WAPRO est le travail en collaboration avec des services étatiques. Le déficit en eau va doubler au Pakistan d'ici à 2025 et 25% de l'eau destinée à l'agriculture proviendra de sources qui ne sont pas réapprovisionnées. Bien que les niveaux des eaux souterraines diminuent déjà, l'État pakistanais n'investit que 0,25 % du PNB dans le secteur de l'eau, alors que les dépenses pour l'armée sont de 12%. WAPRO aide des instances gouvernementales à adopter une prise de conscience plus forte quant à la nécessité d'un prix de l'eau fixé pour les utilisateurs, et que des investissements supplémentaires dans ce sec-

teur sont incontournables si le Pakistan veut rester un pays agricole.

En parallèle, et c'est le troisième aspect de WAPRO, les agriculteurs sont familiarisés avec les méthodes culturales économes en eau. Au Pakistan, 800 exploitations modèles ont appliqué de nouvelles mesures: nivellement des champs avec la technologie laser, semis direct, périodes de sécheresse ciblées au lieu d'inondation constante. Leurs premières récoltes ont été fructueuses. Les agriculteurs ont économisé entre 20 et 36% d'eau et récolté 5 à 10% de riz en plus qu'avant. Les coûts de production ayant aussi diminué, ils ont augmenté leurs revenus nets de 24% sur la vente du riz.

Le programme WAPRO est un mandat de la DDC.

«Économiser l'eau s'est avéré doublement payant pour moi. Grâce à de nouvelles méthodes, j'ai récolté plus de riz, et comme j'ai utilisé l'eau avec parcimonie, le négociant m'a payé un meilleur prix.»

Fiaz Lillah, 35 ans, cultivateur, Nabipur, Pakistan



© HELVETAS Swiss Intercooperation

700 millions

de tonnes de riz – même plus – sont cultivées chaque année, dont 97 % dans les pays en développement

Source: www.riso.ch

576'437

personnes ont appris des méthodes de production améliorées en 2017 avec Helvetas.

265'439

personnes ont suivi des cours d'Helvetas en 2017 pour mieux commercialiser leurs produits.

SERVICES DE CONSEILS: FAVORISER DES PARTENARIATS

Des producteurs de chocolat européens qui veulent transformer des produits équitables et bio. Des cultivateurs de cacao ghanéens à la recherche de clients fiables. Et le SECO qui veut financer un projet bio. En tant qu'agronome et ingénieur en environnement, Jens Soth met en contact des entreprises privées, des producteurs et des organisations de développement qui rendent le monde un peu meilleur. Il favorise des partenariats public-privé (PPP) pour des produits bio et équitables comme le cacao, le riz ou le coton. Jens Soth est membre du groupe «durabilité» du Comité consultatif International du coton (ICAC) et a aidé l'Organisation internationale de normalisation (ISO) à définir une nouvelle norme pour le cacao durable.



Jens Soth, titulaire d'un MSc en sciences de l'agriculture et de l'environnement, a travaillé 12 ans comme directeur de l'institut indépendant de recherche environnementale EPEA

à Hambourg avant de rejoindre Helvetas en 2003 en tant que conseiller en chaînes de valeur.

PROTÉGER LES SOURCES

En Haïti, les agriculteurs protègent les pentes et les bassins versants menacés par l'érosion. En 2017, Helvetas a réalisé 53 projets dans le secteur Environnement et climat en investissant CHF 10'838'502.

HAÏTI: PLANTER DES ARBRES ET FAIRE FACE AUX CATASTROPHES

Dans la commune de Verrettes, Merisen Lexidor sait combien il est difficile et en même temps satisfaisant de planter des arbres. «Une parcelle que j'avais achetée était si lessivée qu'on pouvait voir la roche à certains endroits», se souvient-il. Parce qu'il avait toujours souhaité un lopin de terre arborisé, Merisen Lexidor a essayé de reboiser sa parcelle. Il a essuyé des échecs, fait de nouvelles tentatives, glané ses premiers succès et possède aujourd'hui trois parcelles boisées, notamment avec des manguiers dont il vend les fruits.

Ce que raconte Merisen Lexidor a longtemps été l'exception en Haïti. Durant des siècles, les marchands de bois et les usines de sucre ont déboisé les flancs des montagnes et des collines. Aujourd'hui, c'est le fait des petits agriculteurs et producteurs de charbon de bois. À chaque orage tropical, les ravines d'érosion se multiplient et s'approfondissent. Un projet d'Helvetas dans le département septentrional de l'Artibonite mise sur les paysans et les autorités locales pour remédier aux fautes du passé.

Dans le cadre d'un projet de protection des bassins versants et de gestion des risques de catastrophe dans les communes de Verrettes et de Lachapelle, 2000 familles d'agriculteurs apprennent comment utiliser durablement les ressources. Elles sont formées et indemnisées au début pour construire des terrasses ou des digues et planter des

arbres. Des terrasses pour retenir l'eau de surface pendant les orages. Des digues pour prévenir l'érosion des cours d'eau. Des arbres pour obtenir de l'humus et améliorer la capacité de rétention des sols. Ce sont ces mêmes paysannes et paysans qui entretiennent les aménagements et plantations. Outre l'aménagement de nouvelles sources, ils améliorent leurs méthodes de culture, renforçant ainsi la sécurité alimentaire.

En plus de travailler avec les agriculteurs, les administrations locales sont formées pour mettre en œuvre une politique environnementale efficace et mieux faire face aux tempêtes tropicales. Elles élaborent des plans d'intervention impliquant tous les acteurs clés: les associations paysannes, les entreprises locales et les organisations de protection civile.

Avec ce projet, la région de Verrettes et de Lachapelle n'est pas redevenue le paradis naturel qu'elle était autrefois. Mais plus de 20'000 arbres ont été plantés sur 400 hectares rien qu'au cours du premier semestre 2017. Et les plans d'urgence des autorités se sont révélés efficaces en octobre 2016 et en septembre 2017, lorsque les tempêtes Matthew et Irma se sont abattues sur Haïti. La population était mieux informée et le matériel nécessaire d'aide d'urgence a été distribué plus rapidement qu'ailleurs.

De plus en plus d'agriculteurs reconnaissent l'importance des arbres, des



Informations et échanges sont essentiels pour coordonner les travaux de reboisement.

buissons et des forêts, ce qui est plus important encore que ces succès. Dans le cadre du projet, ils ont pu réaliser à quelle vitesse les arbres améliorent la qualité des sources. Un paysan de la commune raconte combien les arbres sont importants pour sa vie, dans une histoire exemplaire: «Un jour, j'ai perdu l'équilibre au sommet du versant escarpé de ma parcelle. Heureusement, j'ai pu me retenir à un arbre, le seul arbre de toute ma parcelle. Depuis, je plante autant d'arbres que possible.»

«Nous avons entendu beaucoup de promesses, et rien n'a changé. Mais avec Helvetas, cela s'est passé autrement. Les agronomes ont vraiment demandé notre aide.»

Anaïs Saintimé, 45 ans, jardinier,
Mara, Forêt des Pins.



© Flurina Röhrenberger

15 milliards

d'arbres ont été plantés dans le cadre de la Trillion Tree Campaign. L'objectif est de 1 billion.

Source: www.plant-for-the-planet.org

104'577

personnes en 2017 ont appris à mieux se protéger des catastrophes naturelles et à en réduire les risques.

83'150

paysannes et paysans se sont préparés en 2017 à faire face au changement climatique avec Helvetas.

SERVICES DE CONSEILS: S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sur mandat de la DDC, Helvetas a utilisé le programme PACC pour ancrer l'adaptation au changement climatique et la préparation aux catastrophes dans la politique péruvienne, se forgeant ainsi une bonne et solide réputation. Voilà pourquoi les conseils de Bernita Doornbos et de ses collègues péruviens sur ces sujets sont sollicités par d'autres organisations. Bernita a notamment accompagné les projets climatiques de Lutheran World Relief et conseillé GCO LAC, une organisation partenaire d'Helvetas, sur la gestion des connaissances à Cuba et au Nicaragua. Dans le cadre de son travail, elle accorde une grande importance à l'intégration des communautés dont l'existence est menacée par des événements climatiques extrêmes.



Bernita Doornbos, MSc en agriculture tropicale, formations complémentaires sur l'eau et les changements climatiques, directrice adjointe de programme pour Helvetas Pérou. Elle a travaillé comme

consultante sur les questions de l'eau et du climat chez Intercooperation en Équateur de 2007 à 2012 et dans le même domaine pour Helvetas à Lima depuis 2013.

DES MÉTIERS D'ARTISANAT

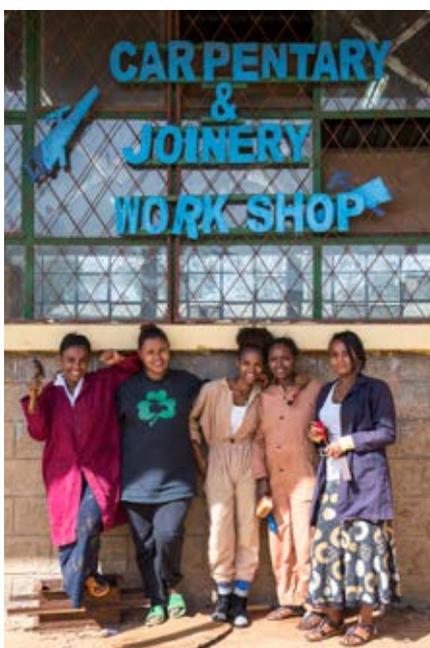
En Éthiopie, des instituts privés dispensent des formations courtes axées sur les exigences réelles du monde du travail. Helvetas a réalisé 30 projets dans le secteur Formation professionnelle et éducation de base en 2017, investissant CHF 16'831'134.

ÉTHIOPIE: FORMATION PROFESSIONNELLE ET PRATIQUE

Quand Keralem Genetu (19 ans) parle de sa vie et de son avenir, elle le fait doucement, avec un petit sourire – et beaucoup de détermination. Keralem explique: «Je veux aller loin professionnellement. Je veux trouver un emploi ou rejoindre une coopérative.» Et d'ajouter: «Je veux être la première femme de la ville à diriger une menuiserie.» Il s'agit là de grandes résolutions pour une jeune femme qui a grandi au bas de l'échelle sociale et faisant partie d'une fratrie de quatre enfants élevés par une mère célibataire, qui a fait vivre sa famille en effectuant des petits boulots.

Les jeunes comme Keralem Genetu sont le principal groupe cible du projet de formation professionnelle SKY, qu'Helvetas mène dans la province d'Amhara pour les jeunes socialement défavorisés. Ces derniers sont formés pour devenir des professionnels recherchés: couturières ou cuisiniers, coiffeurs ou mécaniciens automobiles. Ou justement menuisiers. Déjà au cours des trois premières années de SKY, près de 2000 jeunes, dont 80% de femmes, ont suivi une formation de trois mois. 76% d'entre eux ont trouvé un emploi ou sont devenus travailleurs indépendants. Des chiffres qui devraient retenir l'attention.

Le fort taux de réussite ne relève pas du hasard: Helvetas ne soutient que les formations portant sur des professions vraiment demandées sur le marché du travail. Et les programmes des cours de trois mois sont axés sur la pratique. Une



Un marteau et une scie pour ensuite acquérir un métier et de bonnes perspectives.

collaboration étroite avec les autorités municipales, les associations professionnelles et les instituts de formation est instaurée dès le début. Helvetas s'appuie sur les expériences tirées d'un grand projet de formation professionnelle au Népal. 20% des honoraires ne sont versés aux centres de formation et aux écoles professionnelles que quand les jeunes ont trouvé un emploi rémunéré régulier ou sont devenus indépendants avec succès. Les instituts de formation sont ainsi motivés à se concentrer davantage sur l'intégration dans le marché du travail

et à accompagner les premiers pas des apprenants dans leur vie professionnelle. Pour l'Éthiopie, SKY est un modèle qui peut être repris dans d'autres régions et d'autres pays africains, et qui peut être intégré dans la politique étatique pour l'éducation. Le gouvernement régional d'Amhara a déjà fait des programmes d'études de SKY la norme pour les formations accélérées dans toute la région.

Mais le facteur de réussite décisif réside avant tout dans la grande motivation de Keralem et ses collègues pour les cours de formation professionnelle. La plupart viennent de familles très pauvres ou de communautés marginalisées. L'exemple de leurs parents et frères et sœurs plus âgés leur a fait comprendre qu'il est presque impossible de trouver un emploi correctement rémunéré sans éducation ni formation. Ils sont déterminés à saisir l'opportunité offerte par Helvetas. «Je veux aller loin professionnellement car je pourrai aider ma famille ainsi.»

«Je suis convaincue que je peux réussir comme menuisière. On fait beaucoup confiance aux femmes dans notre société. Elles sont considérées comme travailleuses et honnêtes. On aime faire des affaires avec elles.»

Keralem Genetu, 19 ans, future menuisière à Bahir Dar, nord de l'Éthiopie.



© Patrick Rohr

475 millions

de nouveaux emplois seront nécessaires cette décennie pour les jeunes arrivant sur le marché du travail.

Source: UNESCO

67'825

jeunes ont pris en main leur formation professionnelle en 2017 grâce à Helvetas.

295'495

enfants, jeunes et adultes ont suivi une école primaire ou un cours d'alphabétisation.

SERVICES DE CONSEILS: S'ORIENTER SUR LE MARCHÉ

De l'autosuffisance – à une agriculture axée sur les besoins du marché. Telle est la devise de la politique agricole laotienne. Les cinq écoles d'agriculture du pays et leurs 3000 étudiants environ sont un moteur important de ce changement. Avec l'équipe de projet, Bettina Jenny conseille les écoles et collabore avec les ministères de l'agriculture et de l'éducation. Les expériences de la formation professionnelle suisse sont intégrées: concentration sur les besoins du marché du travail, coopération avec les entreprises et les associations pour une formation pratique et les futurs emplois, orientation professionnelle et conseils de carrière pour les étudiants.



Bettina Jenny, Dr phil. nat., master en géographie, formation de professeur de lycée, thèse sur le changement climatique en Amérique du Sud, travaille pour Helvetas depuis 2002. Elle dirige

l'équipe Formation professionnelle et éducation de base et conseille des projets en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

DROITS DES CITOYENS

Au Kosovo, Helvetas aide les autorités communales à mettre en place une bonne administration pour les citoyens. En 2017, Helvetas a réalisé 61 projets dans le secteur Gouvernance et paix, en investissant CHF 22'789'104.

KOSOVO: UNE ADMINISTRATION TRANSPARENTE DE CONFIANCE

L'endroit où se trouve Gent Begolli, le responsable des services publics de Pristina, était autrefois l'emplacement d'un circuit de courses automobiles. Des jeunes hommes principalement venaient montrer ce que leur voiture avait sous le capot. «Il y a eu de graves accidents, surtout la nuit, avec des piétons qui ont été blessés ou tués», explique Begolli. Alors, la ville a installé des feux de circulation apportant de la sécurité et ouvert de nouveaux sentiers pédestres.

Que Pristina ait mis en œuvre ces mesures est tout sauf évident. Les institutions gouvernementales, les administrations municipales et le gouvernement national sont faibles, même dix ans après la fondation de l'État kosovar. Le personnel est mal payé. La corruption et le clientélisme pour l'attribution des contrats et des emplois sont omniprésents. La population a largement perdu toute confiance dans ses représentants.

Avec le projet DEMOS, Helvetas a amélioré les services de l'État dans 17 municipalités du Kosovo. Le projet s'est concentré sur trois domaines dans lesquels les efforts et les réalisations des autorités étaient directement visibles et tangibles: l'espace public avec ses rues et ses places, la mobilité et la gestion des déchets. Moins visibles – mais tout aussi importants – les efforts visant à rendre les finances plus transparentes et à éveiller les autorités à leurs propres devoirs et aux droits des citoyens.



© Enisa Kasemi

Les espaces publics doivent être accessibles à tous – et offrir de la sécurité.

Après quatre années d'expérience de ce projet, une enquête a montré que la satisfaction des citoyens vis-à-vis des services publics avait augmenté. La confiance dans la politique financière des municipalités s'est accrue et les citoyens ont le sentiment que les autorités répondent mieux à leurs souhaits. À partir de 2018, DEMOS sera étendu à l'ensemble des 38 municipalités du pays.

L'élément clé de DEMOS est un financement de projets communaux dépendant des progrès accomplis: les autorités doivent prouver qu'elles font avancer la démocratie, la bonne gouvernance et la transparence des finances. Leurs mesures doivent tenir compte de toutes les classes sociales, des femmes à la mi-

norité serbe en passant par les jeunes, les Sintis et les Roms. Et les autorités doivent être en mesure de mener à bien les projets prévus. Ce n'est qu'alors que les subventions sont versées. Pour le contrôle des communes, DEMOS peut compter sur les autorités d'inspection de l'administration centrale, qui examinent à la loupe les progrès et les finances des 38 communes une fois par année.

En plus du financement, les communes ont à tout moment le droit de demander une assistance technique pour résoudre des problèmes définis et bénéficier d'une formation continue par la même occasion.

Le programme DEMOS est un mandat de la DDC.

«Par le passé, les filles étaient discriminées. Les possibilités de loisirs étaient destinées aux hommes. Grâce au projet, nous les jeunes femmes avons maintenant aussi des lieux d'activités de loisirs bonnes pour la santé.»

Genta Hoxha, 19 ans, citoyenne de Lipjan/Lipljan, Kosovo



© Enisa Kasem

6 jours

sont nécessaires au Kosovo pour créer une entreprise. En 2010, il fallait 58 jours.

Source: Banque mondiale

262'888

personnes ont suivi des cours de démocratie, d'administration et de droits civiques en 2017 grâce à Helvetas.

21'720

personnes en 2017 ont traité les thèmes de la paix, la promotion de la paix et la transformation des conflits.

SERVICES DE CONSEILS: L'ACCÈS À LA JUSTICE

Après sept ans de succès, Helvetas étend la stratégie du projet «Accès à la justice» au Tadjikistan, projet mené sur mandat de la DDC. L'assistance juridique gratuite, créée par des organisations de la société civile, est progressivement reprise par l'État depuis 2016. Comment la société civile va-t-elle contrôler la qualité du service public? Jesper Lauridsen s'est demandé à quoi ressemblerait un dialogue entre autorités locales et représentants de la société civile. Les droits humains sont un sujet très sensible au Tadjikistan, et l'aborder de manière trop offensive peut être contre-productif. Jesper Lauridsen a formé des représentants de la société civile à une approche sensible aux conflits, qui facilite l'échange sur des thèmes délicats dans un contexte difficile.



Jesper Elias Lauridsen, MA Sciences politiques, MA Études en développement africain, travaille dans la coopération au développement depuis 14 ans, dont quatre chez Helvetas.

Il accompagne les services gouvernementaux et les organisations de la société civile afin de renforcer la participation démocratique et la transparence de la gouvernance.

POUR UNE VIE MEILLEURE

L'EAU: UN DROIT HUMAIN

Plus de 300'000 personnes ont accédé à de l'eau potable et à l'assainissement de base grâce à Helvetas en 2017.

dans le monde
315'429
personnes

Afrique
129'018
personnes

Asie et Europe
de l'Est
181'872
personnes

Amérique latine/
Carâibes
4539
personnes



FORMATION PROFESSIONNELLE: POUR L'AVENIR DES JEUNES

Plus de 60'000 jeunes ont pris leur formation professionnelle en mains et ont créé ainsi les fondements pour leur avenir personnel et le développement de leur communauté.

Asie et Europe
de l'Est
52'177
personnes

dans le monde
67'825
personnes

Amérique latine/
Carâibes
2882
personnes

Afrique
12'766
personnes



DÉMOCRATIE ET PAIX: UN BÉNÉFICE POUR TOUS

Près de 300'000 hommes et femmes ont suivi une formation sur la démocratie, sur leurs droits civiques et sur l'administration décentralisée.



AGRICULTURE: DE NOUVEAUX MARCHÉS

Plus de 250'000 paysannes et paysans ont appris à mieux commercialiser leurs produits.



UNE AGRICULTURE BIO PAYANTE

Dans le nord de l'Inde, plus de 2000 agriculteurs produisent du riz basmati bio pour Coop et le Reismühle Brunnen du groupe Coop. Une étude quantitative réalisée par des chercheurs suisses et indiens compare les récoltes et les revenus nets de 80 petites entreprises biologiques et de 80 autres conventionnelles.

INDE: RIZ BIO ET FAIRTRADE POUR LA SUISSE

En 2011, Helvetas a été mandatée par Coop pour mettre en place en Inde et en Thaïlande des chaînes de valeurs ajoutées pour le riz bio Fairtrade. Ce projet concerne l'agriculture bio, le commerce équitable, l'utilisation durable des ressources naturelles, de meilleures conditions de vie pour les familles paysannes et la collaboration avec l'économie privée. Soit des compétences et des domaines de travail qui sont au centre de la coopération au développement d'Helvetas.

Pour Coop et son Reismühle Brunnen, le riz parfumé de Thaïlande et le riz basmati du nord de l'Inde font partie d'une stratégie visant à axer sa gamme de produits sur le riz bio issu du commerce équitable, et aussi à fournir ce riz à d'autres détaillants européens. Cette stratégie est un succès: le Reismühle Brunnen est désormais le plus grand transformateur et distributeur de riz durable en Europe.

Riz bio de petites entreprises

Dans l'État d'Uttarakhand, dans le nord de l'Inde, les agriculteurs peuvent produire deux récoltes par an grâce à des précipitations moyennes de 1700 mm. Durant la saison pluvieuse Kharif, de juin à novembre, le riz est cultivé sur environ 40% des surfaces agricoles, principalement du riz de la variété paddy pour la propre consommation. Des légumineuses, du millet, des légumes et des épices sont également produits, ainsi que des petites quantités de fourrage pour le bétail. Durant la saison Rabi plus sèche,

de novembre à mars, du blé et de l'orge sont plantés dans 75% des champs. La culture du riz basmati était marginale avant le projet d'Helvetas.

En collaboration avec son organisation sœur Intercooperation Social Development India, Helvetas a d'abord accompagné 145 agriculteurs qui étaient prêts à passer à l'agriculture bio et à consacrer davantage de terres au riz Basmati. Ils ont signé un contrat de livraison avec la

Pour la protection contre les ravageurs, elles reçoivent des produits bio à prix coûtant, et fabriquent leurs propres préparations à partir de plantes, d'urine de bovins et d'autres substances naturelles.

Succès dans les rayons – succès à la ferme

Avec un financement du Fonds Coop pour le développement durable, une équipe de recherche internationale a étudié si et comment les revenus des agricul-

COMPARATIF ENTRE LE RIZ BASMATI BIO ET LE RIZ CONVENTIONNEL

	Riz Paddy conventionnel	Riz Paddy bio	Riz Basmati bio
Rendement (kg/ha)	3'759	3'843	2'039
Prix (roupies/kg)	9.9	9.9	27.9
Revenus (roupies/ha)	37'152	37'879	56'858
Coûts de production (roupies/ha)	12'230	9'434	6'759
Bénéfice brut (roupies/ha)	25'063	28'713	51'047

société locale Nature Bio-Foods, qui exporte du riz vers la Suisse et veille au respect des directives de Bio Suisse et des normes Fairtrade internationales. Le succès des premières fermes a fait école: en 2016, 2332 familles paysannes ont choisi la production bio.

Elles se sont familiarisées avec les bases de cette production et ont appris à améliorer la fertilité de leurs champs avec du fumier, du compost et de l'engrais vert.

teurs ont changé au cours des cinq dernières années. L'équipe s'est appuyée sur un échantillon représentatif de 80 petites fermes bio et autant de petites exploitations conventionnelles, qui ont enregistré toutes leurs données de production et de vente pertinentes: dépenses pour les semences, engrais répandus, somme de travail, volume des récoltes et produit des ventes. Les fermes conventionnelles ont également enregistré les dépenses pour les engrais et les pesticides.

En ce qui concerne les quantités récoltées, l'analyse a livré une première surprise: les fermes bio étaient aussi productives que les conventionnelles pour toutes les cultures importantes.

En termes de rendement, les agriculteurs bio avaient clairement une longueur d'avance. Comme ils utilisent très peu de produits achetés, le revenu net des produits commercialisés localement tels que le paddy, le blé et les légumineuses était jusqu'à 10% supérieur à celui des fermes conventionnelles, bien qu'aucune prime bio ne soit payée pour ces produits sur les marchés régionaux.

Le riz basmati bio et équitable est de loin le produit le plus rentable dans toutes les fermes étudiées. Les agriculteurs ont ainsi obtenu un rendement net au moins deux fois supérieur à celui du riz produit de manière conventionnelle. Ce succès de la production bio et équitable dépasse toutes les attentes. Étant donné que le riz basmati doit être irrigué plus longtemps et que la saison des pluies a tendance à raccourcir, les agriculteurs bio ne consacrent qu'environ 15% de leurs champs au riz d'exportation. Ils ne sont pas prêts à prendre plus de risques pour faire plus de profit, ce qui témoigne de leur clairvoyance.

À cela s'ajoute que les recettes ne suffisent pas pour améliorer significativement le revenu familial malgré de très bons rendements. L'observation quinquennale des 160 exploitations montre que le revenu issu de l'agriculture, du travail salarié et du petit commerce se maintient autour de 1000 dollars. La part agricole dans le revenu global a toutefois changé. Elle est tombée de 60% en 2011 à 49% en 2016. Cette baisse est légèrement plus faible dans les exploitations bio, mais dans celles-ci aussi l'agriculture perd de son importance commerciale et le travail salarié pour des employeurs étrangers joue un rôle croissant.



© Frank Eychorn

Le riz Basmati bio apporte aux rizicultrices et riziculteurs indiens de meilleurs revenus que ceux du riz conventionnel.

Pour que les fermes bio puissent obtenir de meilleurs prix pour leur blé, leurs légumineuses, leurs légumes et leurs épices, des chercheurs suggèrent de mettre en place de nouvelles chaînes de création de valeurs régionales. Les entreprises de l'Uttarakhand pourraient ensuite livrer leurs produits bio à des grandes villes, où une classe moyenne en expansion est prête à payer des prix plus élevés pour cela.



© Frank Eychorn

Une récolte de riz Basmati qui procure de la fierté.

Impact sur l'environnement

Au niveau mondial, 13% de tous les engrais azotés sont répandus dans les rizières, et plus du tiers de l'eau d'irrigation va aux rizières. À cause de leurs émissions de méthane, les rizières constamment inondées peçoivent davantage le climat que d'autres cultures.

L'étude menée dans l'Uttarakhand montre que, pour un seul hectare, les fermes conventionnelles épandent entre 98 et 107 kilos d'azote sous forme d'engrais chimiques et utilisent 5,6 litres de pesticides pour prémunir le riz contre les maladies et les ravageurs. La consommation d'azote a toutefois nettement baissé entre 2011 et 2016. Les chercheurs supposent que l'exemple des agriculteurs bio influence également la technique de fertilisation des fermes conventionnelles.

L'étude souligne aussi que les fermes bio de l'Uttarakhand n'ont pas inondé en permanence leurs rizières, économisant ainsi 24% d'eau. De plus, elles ont constitué des groupements locaux pour l'utilisation de l'eau et utilisé une partie des primes Fairtrade pour la construction des bassins de rétention des eaux pluviales, la réparation des canaux d'irrigation et pour optimiser l'approvisionnement en eau potable. Des mesures qui profitent à tous – et pas seulement aux agriculteurs bio.

FRANCHIR LES FRONTIÈRES

La migration a un impact sur les processus de développement dans les pays les plus pauvres. Tenir compte des questions migratoires dans la coopération internationale est donc nécessaire et important. La protection contre l'exploitation et la mise en œuvre de normes pour leurs droits aide les migrants économiques à contribuer au développement de leur pays.

MIGRATIONS: RÉALITÉ ET NORMALITÉ

Partir dans d'autres régions a toujours fait partie de projets de vie des êtres humains. Actuellement, 260 millions de personnes, soit plus de 3% de la population mondiale, vivent hors de leur pays d'origine. Elles migrent faute de pouvoir satisfaire leurs besoins matériels et sociaux ou leurs attentes dans leur propre pays, et entrevoient de meilleures perspectives ailleurs.

Cela vaut en particulier pour les migrations liées à la pauvreté et à l'économie depuis les pays faiblement développés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est. C'est de là que vient le plus grand groupe de migrants. D'autres fuient en raison des risques que la guerre, la destruction de l'environnement ou les conséquences du changement climatique font peser sur la vie. D'autres personnes encore partent car elles sont victimes de persécutions politiques ou de discrimination religieuse dans des systèmes répressifs ou sont menacées de le devenir.

Les migrations se produisent toujours en réaction à des changements politiques, économiques, culturels, religieux, démographiques, environnementaux ou sociaux. Plusieurs causes sont souvent associées – et liées à un ordre mondial dont les règles renforcent les inégalités économiques et sociales et exacerbent les problèmes écologiques. Les régimes autoritaires sont fréquemment tolérés, voire courtisés par les gouvernements

démocratiques du Nord quand cela leur permet de mieux faire valoir leurs intérêts géostratégiques et économiques.

Asile et polémique sur la politique migratoire

En 2017, le HCR a dénombré près de 23 millions de personnes fuyant les conflits et la persécution. La plupart ont trouvé refuge dans les pays voisins – la moitié en Asie, un quart en Afrique. Seulement 13% ont atteint l'Europe. Selon le HCR, 40 millions de personnes vivent en outre dans leur propre pays comme personnes déplacées, dans des conditions souvent précaires. Plus de la moitié des réfugiés sont des femmes et des filles qui, outre la persécution politique et l'exploitation économique sont souvent aussi exposées à la violence sexuelle, dans leur pays d'origine, durant leur fuite et dans les pays de refuge.

Les migrations actuelles confrontent les États et les sociétés à des défis qui ne peuvent pas être surmontés avec des stratégies de défense. La lutte contre les passeurs et la traite d'êtres humains, l'exploitation et le travail forcé, la détresse humanitaire et le manque de perspectives nécessitent une politique migratoire intergouvernementale coordonnée, telle qu'elle a été initiée par l'ONU. Helvetas demande donc un débat de politique intérieure factuel sur les liens entre fuite, migration et développement, sur la protection, la dignité et les droits migratoires – indépendamment du statut légal –, sur la

conception de la migration et la politique étrangère en matière de migrations. La migration économique, l'accès au marché du travail, les missions de la coopération au développement et la question de savoir comment surmonter ou influencer les causes des flux migratoires doivent également être abordés.

Dans les pays industrialisés, ce débat fait aujourd'hui défaut. Depuis des années, celui-ci tourne autour de «la crise migratoire», «des flux migratoires» et «des mesures défensives». En Suisse, le parlement souhaite une coopération internationale et une politique migratoire qui aille dans l'intérêt de la Suisse: «Se lier stratégiquement en s'intéressant aux causes des conflits et des migrations», selon l'arrêté fédéral ad hoc de septembre 2016. Autrement dit: dans les pays d'origine, la coopération au développement doit avoir un effet préventif contre les migrations indésirables.

La mission première de la coopération au développement est cependant de lutter contre la pauvreté, ce qui peut réduire certaines causes migratoires. Mais les programmes de développement à long terme conçus pour engendrer des changements durables ne sont pas efficaces pour prévenir les migrations déclenchées par des conflits, des persécutions ou des catastrophes. La coopération au développement ne doit donc pas être subordonnée aux objectifs de la politique migratoire nationale.



© Patrick Rohr

Bien accompagnée, la migration peut contribuer au développement des pays d'origine: au Népal, un service de conseils aux travailleurs migrants.

Migration et développement

La migration a un impact sur les processus de développement dans les pays les plus pauvres et doit donc être prise en compte dans la coopération internationale. Cela correspond à l'orientation de l'Agenda 2030 de développement durable des Nations Unies: il ne faut pas vouloir empêcher les migrations, mais les façonner.

Les migrations ont longtemps été considérées comme un obstacle au développement des pays (très) pauvres: des jeunes instruits quittent leur pays en quête de perspectives de vie et laissent des vides douloureux, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Mais la contribution positive des migrations à la croissance inclusive et au développement durable est aujourd'hui un fait incontesté, si ces migrations se déroulent dans des conditions décentes. L'exemple des États du Golfe, où 25 millions de migrants asiatiques travaillent dans des

conditions précaires, montre qu'il est nécessaire d'agir.

Pour de nombreux pays en développement, l'argent envoyé par les migrants revêt une importance économique considérable. Selon la Banque mondiale, ces envois appelés «remises» – 595 milliards USD en 2017 – contribuent de manière décisive à la subsistance des populations pauvres, mais aussi à la croissance et au développement. Les trois quarts des sommes envoyées, soit 440 milliards de dollars, vont aux pays et aux sociétés les plus pauvres, soit trois fois et demi le montant que les pays de l'OCDE consacrent chaque année à la coopération internationale. Ces transferts représentent un bon tiers du produit intérieur brut au Kirghizistan, un quart au Népal et au Tadjikistan. De nombreux pays en développement profitent également du transfert de savoir-faire et du potentiel d'investissement des migrants qui reviennent. Les avantages sont mutuels: même les pays de

destination bénéficient de la migration en termes de main-d'œuvre, de savoir-faire, d'innovation, de recettes fiscales, de contributions sociales ou de réseaux internationaux.

Helvetas se mobilise – souvent avec le soutien de la DDC – en faveur d'une migration économique décente dans et entre les pays en développement. Des informations, des conseils juridiques et financiers sont donnés aux migrants et à leur famille. Helvetas aide ainsi les migrants à contribuer au développement de leur société.

Geert van Dok, communication politique

WELLNESS ET FAIRNESS

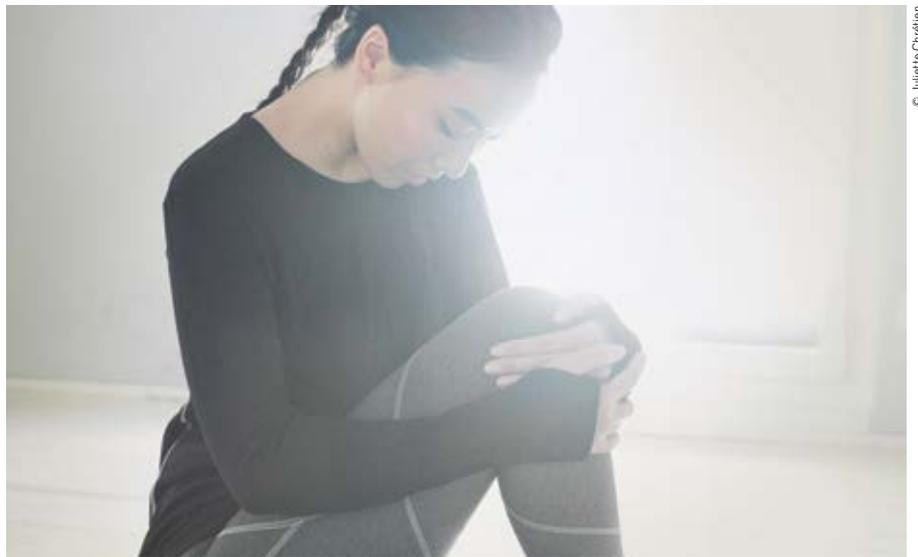
Le commerce équitable de produits tels que le café, le thé ou les épices contribue à un monde meilleur. Même la mode peut être confectionnée équitablement – à partir de matériaux durables. Comme la nouvelle collection de yoga du Fairshop.

DES FIBRES DURABLES POUR UNE MODE FONCTIONNELLE

À travers sa plateforme de stylisme, le Fairshop d'Helvetas met régulièrement en contact des stylistes suisses avec des producteurs du Sud, qui travaillent avec des matériaux durables et qui produisent équitablement. La créatrice de mode et de textile Lilla Wicki a immédiatement été enthousiasmée par ce type de collaboration et par l'idée de créer une collection pour le yoga sur cette base. «La ligne yoga est devenue mon projet de cœur», affirme-t-elle.

L'origine des matières premières est d'une grande importance pour la styliste. Pour les pulls, les chemises, les pantalons de survêtement et les écharpes, elle utilise du coton bio certifié, de la laine mérinos ainsi que du polyester recyclé. Pour les leggings, les shorts pour hommes, les soutiens-gorge et les débardeurs, une fibre synthétique récente venue du Japon: alors que le polyester traditionnel est dérivé du pétrole, Eco-dear® est en partie fabriqué à partir de déchets de canne à sucre. «Avec mon choix de matériaux, je veux promouvoir le développement de textiles durables, car le mode de production et les matériaux ne doivent pas nous laisser indifférents.»

Les onze pièces ont été fabriquées par des sociétés certifiées en Inde et en Grèce dans des conditions équitables. Les entreprises sont tenues d'appliquer les normes garantissant les droits fondamentaux du travail dès le début de la chaîne de production – c'est-à-dire la



© Juliette Chrélien

La collection Yoga du Fairshop est confectionnée avec des matériaux durables et produite dans des conditions équitables.

production des fibres brutes – jusqu'au produit final, d'assurer des conditions de travail sûres et de se préoccuper de la protection de l'environnement.

Entrer sur le marché des vêtements fonctionnels n'a pas été facile pour le Fairshop. La concurrence est rude: il existe aujourd'hui une multitude de points de vente pour ce type de tenues – également en coton biologique, testées au niveau des substances nocives ou munies de filtres UV. Mais le Fairshop a osé franchir le pas. «Nous sensibilisons les gens à une mode sportive équitable et durable», déclare Eliane Ceschi, cheffe de produit.

Les chiffres sont encourageants, la collection se vend très bien; en 2017, elle a rapporté quelque 80'000 francs. Les clients sont heureux de porter durant leurs exercices des vêtements éthiques pour le corps, l'âme et l'esprit. Le Fairshop peut toutefois faire mieux encore et, surtout, proposer de nouveaux produits. L'équipe du Fairshop veut donc à l'avenir investir encore davantage dans le stylisme et la production de vêtements de bien-être fabriqués à partir de matières premières durables dans des ateliers équitables. Voilà tout ce qu'on peut révéler: ce sera plus coloré.



© Reacher Apparels

«La différence avec les autres entreprises est que j'ai ici un travail régulier et que je gagne bien. J'ai assez d'argent pour ma famille, pour les frais médicaux et l'éducation de mes enfants»

J. Santhanam, couturier, Reacher Apparels, Tirupur, Inde

1,6 millions

de paysans et d'ouvriers profitent du commerce équitable dans 75 pays.

Source: Max Havelaar

36'891

commandes ont été envoyées en 2017 au Fairshop Helvetas, dont 9731 par Internet.

7,9 milliards

d'euros est le chiffre d'affaires mondial atteint en 2016 avec des produits équitables. Onze ans avant, il s'élevait à 1,1 milliard.

SWISS FAIR TRADE: FAÏTIÈRE POUR LE COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable permet d'avoir un revenu décent et un meilleur niveau de vie. Swiss Fair Trade, l'association faïtière des organisations Fairtrade, renforce le commerce équitable en Suisse et donc les producteurs du Sud. Philipp Scheidiger fait figurer les préoccupations dans l'agenda public et politique – en coopération avec des ONG comme Helvetas. Il qualifie Helvetas de «pionnier du commerce équitable». Le Fairshop est pour lui un service «exemplaire». Philipp Scheidiger est également chargé de la campagne «Fair Trade Town»: cinq villes et communes – dont Berne, Frutigen et Carouge – ont été distinguées en Suisse pour leur engagement en faveur du commerce équitable. Actuellement, 32 pays participent à cette campagne internationale.



Après avoir occupé des postes dans l'économie privée, l'économiste d'entreprise **Philipp Scheidiger** a travaillé en Suisse et à l'étranger pour des ONG. Il est directeur de Swiss Fair Trade.

PORTRAITS DE FAMILLE

Notre campagne «Partenaire de vrais changements» donne un nouveau visage à la coopération au développement. Elle est axée sur des familles et des personnes autonomes, qui déterminent leurs choix de vie.

SUISSE: COMMENT UNE AFFICHE PEUT-ELLE ÊTRE AUTHENTIQUE?

À l'évocation des pays en développement, des images d'enfants au ventre ballonné ou de bateaux de réfugiés bondés surgissent. Ce n'est pas étonnant, car les médias ne parlent souvent que des catastrophes humanitaires. Et les organisations d'entraide soulignent plutôt les problèmes pour montrer qu'il reste beaucoup à faire.

Mais les images stéréotypées de la faim et de la misère reflètent toujours moins la réalité. Les statistiques montrent que la situation mondiale s'améliore. Le nombre de personnes qui vont se coucher sans avoir mangé a diminué de moitié ces 25 dernières années. Dans ce même laps de temps, l'espérance de vie s'est élevée de 11 ans grâce à une meilleure alimentation et une meilleure santé. Les images de misère ne rendent pas justice aux personnes avec lesquelles nous travaillons dans le cadre de nos projets.

C'est pourquoi, dans son travail de relations publiques, Helvetas accorde une grande place aux histoires de vie qui illustrent le changement. Nous considérons également les conclusions du «Narrative Project» international, dont les enquêtes dans des pays industrialisés démontrent que voir la pauvreté n'est pas l'élément premier qui éveille notre solidarité, mais que c'est bien la perspective d'aider à devenir autonome et pouvoir déterminer des choix, ainsi que le partage de valeurs et de rêves avec des gens de ces pays. Rappporter des faits rationnels sur ce qui est entrepris stimule les facteurs émotionnels.



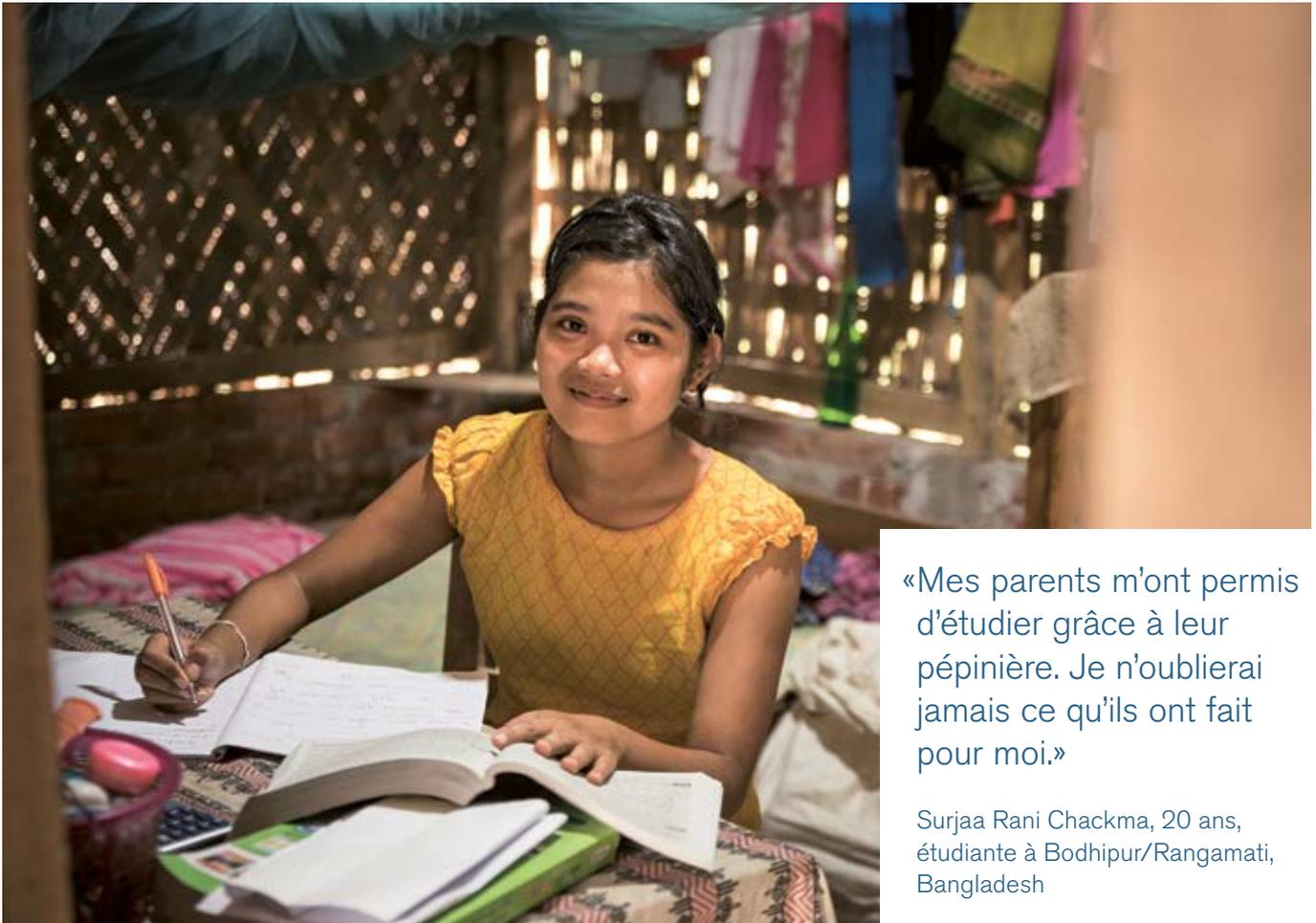
Trois générations d'une famille sont le sujet de nos différents affiches. Leurs histoires de vie sont racontées dans notre magazine «Partenaires» et sur notre site.

À la fin de 2016, Helvetas a lancé une nouvelle campagne d'affichage illustrant les progrès accomplis dans le monde à travers des histoires familiales. Cette manière d'incarner cette évolution nous a valu de nombreuses réactions positives, mais aussi certaines critiques, en particulier de la part d'Africains vivant en Suisse depuis longtemps. Ce premier volet de la campagne étant centré sur des familles africaines et le nom des personnes n'apparaissant pas, il nous a été reproché de véhiculer une image unilatérale de l'Afrique et que ces exemples ne respectaient pas l'identité des personnes. Certains ont ressenti le slogan «Helvetas – pour un réel changement» comme paternaliste.

Nous avons reçu ces réactions dans un esprit d'autocritique et dialogué avec des spécialistes et services ad hoc. Lors d'un événement public, nous avons débattu

sur l'utilisation responsable des images avec des représentants d'autres ONG et des personnes ayant décrié la campagne. Pour l'étape de la campagne présentée à l'automne 2017, nous avons produit des affiches représentant des familles d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est. Désormais nommément, elles disent les changements qu'elles ont vécus, comment leur vie s'est améliorée au fil de trois générations. Grâce aux impulsions données par leur communauté ou leur gouvernement, mais aussi grâce à celles d'Helvetas, qui se présente désormais de la manière dont elle conçoit effectivement son rôle: à savoir une «partenaire pour un réel changement».

Une affiche ne peut restituer les histoires vécues que de manière succincte. Voilà pourquoi nous les racontons en détail dans notre magazine «Partenaires» et sur www.helvetas.ch/changervraiment.



© Simon B. Ophäden

«Mes parents m'ont permis d'étudier grâce à leur pépinière. Je n'oublierai jamais ce qu'ils ont fait pour moi.»

Surjaa Rani Chackma, 20 ans,
étudiante à Bodhipur/Rangamati,
Bangladesh

2400

heures de travail ont été effectuées en 2017 par 80 bénévoles d'Helvetas. Ils ont organisé plus de 30 événements en Suisse.

25'000

personnes ont suivi Helvetas sur les réseaux sociaux en 2017.

152'539

personnes ont visité l'exposition Helvetas «Nous mangeons le monde».

HELVETAS.ORG: SOLIDARITÉ SUR LE WEB

Le nombre de visiteurs du site web d'Helvetas a largement dépassé le demi-million en 2017. Nous informons le public et nous adressons à des donateurs potentiels et des experts internationaux en développement. Nous appelons à la solidarité, racontons des histoires inspirantes. Nous fournissons du matériel aux enseignants pour leurs cours et des informations aux étudiants pour leurs travaux semestriels. Le site permet de présenter les compétences d'Helvetas à des clients internationaux. Les responsables de la communication dans les pays partenaires peuvent en outre définir leurs propres priorités. Simone Häberli et son équipe réunissent toutes ces demandes de contenu. En raison du rapide changement numérique, ils travaillent à la création du nouveau site internet d'Helvetas.



Simone Häberli, licenciée en gestion d'entreprise, MA de digital marketing, service et communication management, a travaillé chez Ringier pendant quatre ans sur le développe-

ment de sites d'information et plus récemment comme responsable des projets numériques pour cet éditeur. Elle a rejoint Helvetas en 2017.

FINANCES

Relations entre finances et performances

Combien coûte un raccordement à l'eau dans un village du Mali et combien coûte-t-il au Pérou? Jusqu'à récemment, effectuer de telles comparaisons entre pays et continents était très compliqué. Depuis 2017, les rapports de performance et les indicateurs de gestion des projets, appelés indicateurs de performance, sont automatiquement importés dans notre système de planification des ressources. Cela nous permet de mettre en lien les performances et les chiffres financiers. Nos spécialistes du contrôle analysent ces données et peuvent faire des recommandations aux responsables des projets. Conjointement avec les rapports de projets narratifs, on obtient une image exhaustive de l'évolution de nos projets, ce qui permet d'en tirer des enseignements et de gérer les projets efficacement.

Commentaire

Les recettes ont légèrement reculé en 2017 par rapport à l'exercice précédent, alors que la croissance des dépenses a pu être couverte en grande partie par des dons ciblés reçus précédemment. Les recettes globales se sont élevées à CHF 127,1 Mio, et les dépenses à CHF 130,9 Mio. Grâce à un résultat des fonds de CHF 2,1 Mio, au résultat financier réjouissant de CHF 1,9 Mio et aux legs reçus supérieurs à la moyenne, le résultat de l'année 2017 n'est que légèrement négatif.

Révision

Les réviseurs de KPMG AG ont vérifié la comptabilité et les comptes annuels et les ont approuvés. Leur rapport de révision et le rapport financier 2017 d'HELVETAS Swiss Intercooperation peuvent être téléchargés sur:

helvetas.org/rapportfinancier

BILAN

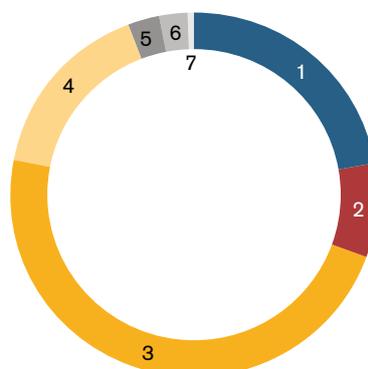
ACTIFS	31.12.2017 en CHF	31.12.2016 en CHF
Liquidités	31'554'385.94	38'698'599.13
Titres	18'406'043.00	19'826'316.21
Créances	2'915'143.82	3'948'152.59
Stocks de marchandises	808'033.96	996'642.33
Fortune nette dans les pays de projets	13'354'450.83	13'090'998.95
Comptes de régularisation des actifs	10'391'896.44	8'472'710.27
Actifs mobilisés	77'429'953.99	85'033'419.48
Placements financiers	123'540.35	299'457.18
Immobilisations corporelles	809'105.49	945'501.58
Immobilisations incorporelles	376'250.83	300'524.02
Actifs immobilisés	1'308'896.67	1'545'482.78
Total des Actifs	78'738'850.66	86'578'902.26
PASSIFS		
Engagements	2'953'466.56	2'516'332.14
Comptes de régularisation des actifs	45'187'700.24	51'083'628.67
Capitaux de tiers à court terme	48'141'166.80	53'599'960.81
Réserves	99'179.73	344'617.19
Capitaux de tiers à long terme	99'179.73	344'617.19
Capitaux de tiers	48'240'346.53	53'944'578.00
Capital de fonds	4'620'933.52	6'686'859.66
Capital étranger incl. capital de fonds	52'861'280.05	60'631'437.66
Capital libre	11'759'409.70	11'829'303.70
Capital lié	14'118'160.90	14'118'160.90
Capital de l'organisation	25'877'570.60	25'947'464.60
Total des Passifs	78'738'850.65	86'578'902.26

COMPTE D'EXPLOITATION

RECETTES	2017 en CHF	2016 en CHF
Cotisations des membres	2'420'880.00	2'163'630.00
Dons	23'858'388.78	26'014'727.49
Héritages et legs	1'460'133.06	296'939.62
Produit de la récolte de fonds	27'739'401.84	28'475'297.11
Contribution de programme de la DDC	10'000'000.00	10'700'000.00
Mandats de la DDC	55'537'352.13	60'893'617.04
Mandats d'autres organisations	26'967'308.48	20'722'068.60
Recettes services de conseils	3'341'782.63	3'702'201.98
Recettes du commerce équitable	2'980'074.67	3'034'075.16
Autres produits d'exploitation	491'023.73	575'978.13
Recettes des prestations fournies	99'317'541.64	99'627'940.91
Total produit d'exploitation	127'056'943.48	128'103'238.02
CHARGES		
Afrique	28'106'020.61	24'833'403.37
Asie	34'895'006.28	35'775'435.82
Amérique latine/Caraïbes	19'685'843.86	19'587'463.97
Europe de l'Est, Caucase, Asie centrale	19'249'035.48	18'691'626.61
Coord. et encadrement des programmes	2'362'226.85	2'428'847.52
Projets internationaux	104'298'133.08	101'316'777.29
Service de conseils	5'375'083.78	5'408'240.31
Projets en Suisse	5'386'100.87	5'303'029.58
Commerce équitable	3'622'899.20	3'697'281.32
Frais du siège	4'877'084.43	4'651'177.21
Frais collecte de fonds	7'335'718.85	6'692'546.19
Frais administratifs	12'212'803.28	11'343'723.40
Total charges d'exploitation	130'895'020.21	127'069'051.90
Résultat d'exploitation	-3'838'076.73	1'034'186.12
Résultat financier	1'944'942.91	314'145.11
Autres résultats	-242'686.31	-864'293.73
Résultat avant variations des fonds	-2'135'820.13	484'037.50
Variations des fonds	2'065'926.13	-1'234'402.08
Résultat avant affectation au capital de l'organisation	-69'894.00	-750'364.58

RECETTES

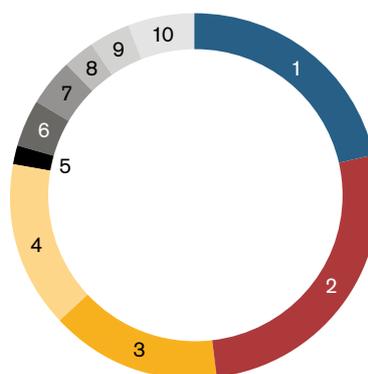
(Total CHF 127'056'943.48)



- 1 Produit de la récolte de fonds 21,8%
- 2 Contributions de la DDC aux programmes 7,9%
- 3 Mandats de la DDC 43,7%
- 4 Contributions d'organisations aux projets 21,2%
- 5 Recettes services de conseils 2,6%
- 6 Recettes du commerce équitable 2,4%
- 7 Autres revenus d'exploitation 0,4%

DÉPENSES

(Total CHF 130'895'020.21)



- 1 Afrique 21,5%
- 2 Asie 26,7%
- 3 Amérique latine/Caraïbes 15,0%
- 4 Europe de l'Est, Caucase et Asie centrale 14,7%
- 5 Projets internationaux 1,8%
- 6 Services de conseils 4,1%
- 7 Projets en Suisse 4,1%
- 8 Commerce équitable 2,8%
- 9 Secrétariat général 3,7%
- 10 Recherche de fonds 5,6%

NOUS REMERCIONS

Sans les généreuses contributions de nos partenaires, membres, donatrices et donateurs, le travail réalisé par HELVETAS Swiss Intercooperation serait impossible. Nous remercions l'ensemble des institutions mentionnées pour leur soutien. Nous remercions également l'ensemble des particuliers et institutions qui ne souhaitent pas être mentionnés.

CONFÉDÉRATION ET CANTONS • OFEV, Office fédéral de l'environnement • DDC, Direction du Développement et de la Coopération • Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement Graubünden • FEDEVACO, Fédération Vaudoise de Coopération • FGC, Fédération Genevoise de Coopération • Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures • Canton de Bâle-Campagne • Canton de Bâle-Ville • Canton de Berne • Canton de Glaris • Canton des Grisons • Canton de Lucerne • Canton de Schaffhouse • Canton du Tessin • Canton de Thurgovie • Canton de Vaud • Canton de Zurich • République et Canton de Genève • SECO, Secrétariat d'Etat à l'Economie **VILLES ET COMMUNES** • Berne • Erlenbach • Frauenfeld • Genève • Herrliberg • Küsnacht • Lausanne • Maur • Meilen • Muri bei Bern • Münsingen • Rapperswil-Jona • Stabio • Vernier • Zollikon • Zurich **FONDACTIONS** • Fondation Albert Jenny • Alfred Richterich Stiftung • Fondation BENEFICENTIA • Blue Ventures • Büchi Foundation • C&A Foundation • Fondation CHARISMA pour le développement durable • Fondation ERBACHER • Fondation Ferster • Fondation Agnès Delachaux • Fondation Assistance Internationale (FAI) • Bertha Foundation • Fondation Cordama • Fondation Johann et Luzia Graessli • Fondation Renard • FONDATION SMARTPEACE • Fondation Araldi Guinetti • Fondation HED ALBIREO • Fondazione L'Aquilone • Fondazione Nuovo Fiore in Africa • Fondation Gebauer • Fondation Green Leaves Education • Fondation Happel • Fondation I & F Public Benefit • Fondation Jacobs • Fondation Laguna • Fondation Leopold Bachmann • Lindt Cocoa Foundation • Margaret A. Cargill Philanthropies • Fondation Medicor • Millennium Water Alliance • Fondation Rosa & Bernhard Merz • Fondation Solaqua • SST, Schweizerische Stiftung für Solidarität im Tourismus • Fondation Accentus • Fondation Corymbo • Fondation ESPERANZA – aide coopérative contre la pauvreté • Fondation Hoja Verde • Fondation Mercator Suisse • Fondation myclimate • Fondation Symphasis • Fondation Temperatio • Fondation Swiss Re • Swisspeace • The McKnight Foundation • Fondation Tibetania • Fondation Von Duhn • W.K. Kellogg Foundation • Fondation Werner et Helga Degen **ENTREPRISES** • Azienda acqua potabile Città di Locarno • Aziende Industriali di Lugano (AIL) • Bachema SA • Büchi Labortechnik SA • Coop • Cremer Bruhin SA • Debiopharm International SA • eawag • Frei + Krauer SA • FS Geotechnik SA • Geberit International SA • Geberit Vertriebs SA • Globetrotter Tours SA • Globetrotter Travel Services SA • Globetrotter Club AG • Hunziker Betatech SA • Ingenieurbüro Frommelt SA • Lindt & Sprüngli (International) SA • LINK • Loterie Romande • MainConcept • PAKKA SA • Philippe C. Biedermann Consulting • Pini Swiss Engineers • Play'n'Help • Pratohaus SA • Ricola SA • Clean Forrest Club • Swan Analytical Instruments SA • Technische Betriebe Flawil • UBS SA • Vivell + Co. SA **ONG, ORGANISMES ET ASSOCIATIONS** • CARITAS Suisse • Action de Carême • FO-SIT – Fédération des ONG de la Suisse italienne • Chaîne du Bonheur • Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires HAFI • EPER, Entraide Protestante Suisse • Eglise évangélique réformée de Küsnacht • Solidar Suisse • Swisscontact Agri-Business • Swiss Water Partnership • Translators without Borders • Association Ethiopian Enterprises • Viva con Agua Suisse

« Après le tremblement de terre au Népal, nous désirons donner aux jeunes le plaisir de la lecture. Avec Helvetas, notre solide partenaire, nous amenons des bibliothèques dans des écoles en ruine maintenant en reconstruction ».

Marco Bernasconi, responsable,
FONDAZIONE L'AQUILONE

« La construction de trois ponts suspendus au Laos nous a permis d'améliorer durablement la vie de milliers de personnes. La coopération avec Helvetas a toujours été transparente et convaincante, malgré un environnement politique difficile ».

Jean-Paul Zaroni, architecte



• Corporation de l'eau Abtwil-St. Josefien • WIR TEILEN Fastenopfer Liechtenstein • World Vision Suisse • WWF • ZH2O – drink and donate **BAILLEURS DE FONDS ET PARTENAIRES INTERNATIONAUX** • ADB, Asian Development Bank • AfDB, African Development Bank Group • Agridea • AHR, Applied Horticultural Research • AIM, International Association of Mutual Benefit Societies • AVET, Agency on Vocational Education under the Government of the Kyrgyz Republic • BEPF, Bulgarian Environmental Partnership Foundation • BID, Banco Interamericano de Desarrollo • Federal Ministry for Economic Cooperation and Development • Cardno Emerging Markets (UK) Ltd. • CDKN, Climate and Development Knowledge Network • CGIAR • CONAP, Consejo Nacional de Areas Protegidas • Concern Worldwide • DAI • Danida • DFID, Department for International Development • EAA, Education Above All Foundation • EuropeAid, EU • FAO, Food and Agriculture Organisation of the United Nations • FCG, Finnish Consulting Group • FCG SIPU International AB • FCG, Fundación para la Conservación de Recursos Naturales y Ambiente en Guatemala • FiBL, Research Institute of Organic Agriculture • FINNIDA, Finnish International Development Agency • GFA Consulting Group GmbH • GIZ, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH • Global Environment Facility (GEF) • Government of Ethiopia, Regional Rural Roads Authorities • Government of Madagascar, Coordination Nationale du Projet Pôles Intégrés de Croissance et Corridors (PIC2) • Government of the Netherlands, Ministry of Foreign Affairs • Harewell International Ltd. • Hivos, Humanistisch Instituut voor Ontwikkelingssamenwerking • ICCO, Interchurch Organisation for Development • ICIMOD, International Center for Integrated Mountain Development • ICRAF, The World Agroforestry Centre • iDE, International Development Enterprises • IDH, Sustainable Trade Initiative • IDRC, International Development Research Centre, Canada • IFAD, International Fund for Agricultural Development • IFOAM, International Foundation for Organic Agriculture • IMC Worldwide Ltd. • IRC, Centre international de l'eau et de l'assainissement • ISEE, Interchurch Foundation Ethiopia Eritrea • ITTO, International Tropical Timber Organisation • IUCN, International Union for Conservation of Nature • KEC CDC Consultants • KfW Entwicklungsbank • KM4DEV • LED Service Liechtensteinois de Développement • Lutheran World Relief • NIRAS • NORAD, The Norwegian Agency for Development Cooperation • Norwegian Trust Fund • Oxfam International • RRI, Rights and Resources Initiative • Save the Children • SIDA, Swedish International Development Cooperation Agency • Skat, Swiss Resource Centre and Consultancies for Development • SNIS, Swiss Network for International Studies • TTU, Tanzania Teachers' Union • UNDP, United Nations Development Programme • UNICEF Guatemala • United Purpose • University of Queensland, Australia • UNPCB, Union nationale des producteurs de coton du Burkina Faso • USAID, U.S. Agency for International Development • USAID/NEXOS • USDOS, U.S. Department of State • USIP, United States Institute of Peace • WFP, World Food Programme • Wildlife Conservation Society • WIN, Water Integrity Network • World Bank

Les donateurs institutionnels sont mentionnés à partir d'un soutien de 3000 francs.

« L'eau salubre ne va pas de soi. Par notre contribution – nous ajoutons du gaz carbonique à l'eau du robinet et versons 40 centimes pour chaque carafe –, nous soutenons l'engagement d'Helvetas pour de l'eau propre là où elle fait défaut ».

Thierry Mauvernay, président du conseil d'administration,
DEBIOPHARM

« Helvetas se profile dans de nombreux domaines: une bonne éducation scolaire est importante, comme le sont les ponts suspendus qui sécurisent les trajets scolaires. Seule la cohérence entre les divers éléments permet d'obtenir un tout ».

Susan Tanner Burckhardt, secrétaire de la commission
spéciale pour l'aide au développement,

DÉPARTEMENT DES FINANCES DE LA VILLE DE ZURICH

L'ORGANISATION

L'organisation de développement HELVETAS Swiss Intercooperation est une association indépendante sur le plan politique et confessionnel, soutenue par près 100'000 membres, donatrices et donateurs, ainsi que par neuf groupes régionaux bénévoles.

LE COMITÉ CENTRAL



Président:
Elmar Ledergerber,
Zurich, Dr oec. HSG,
lic. phil. I, ancien maire
de la ville de Zurich.
Depuis 2010



Richard Gerster,
Richterswil, Dr oec.
HSG, conseiller et
publiciste.
Depuis 2009

Elmar Ledergerber représente le comité central au conseil consultatif.



Vice-présidente:
Therese Frösch, Berne,
conseillère sociale,
anc. conseillère natio-
nale et anc. directrice
des finances de la Ville
de Berne. Depuis 2013



Heinz Hänni,
Berne, Dr rer. pol.,
Domicil Holding AG,
président du conseil
d'administration.
Depuis 2016

GROUPES RÉGIONAUX

Les groupes régionaux soutiennent les efforts déployés par HELVETAS Swiss Intercooperation tant sur le plan moral que matériel. Ils aident au niveau des relations publiques, organisent des événements et campagnes de collecte.



Rudolf Baumgartner,
Zurich, Dr oec.
publ., prof. émérite
NADEL ETHZ.
Depuis 2011



Romaine Jean,
Genève, rédactrice
en chef des magazines
société RTS.
Depuis 2015

ASSOCIATION D'INTÉRÊTS

Les contacts et mandats pertinents de la direction et du comité central figurent dans le rapport financier.



Guillaume de Buren,
Vufflens-la-Ville,
Dr rer. publ., chargé
de cours du Group
Natural Resource
Policy, ETHZ.
Depuis 2011



André Lüthi, Berne,
expert en tourisme
diplômé, directeur
Globetrotter
Travel Service et
Globetrotter Group.
Depuis 2009



Ruth Egger
Tschäppeler, Stäfa,
Dr oec. publ.,
conseillère en déve-
loppement rural.
Depuis 2011



Peter Niggli, Zurich,
journaliste, écrivain,
spécialiste du
développement.
Depuis 2015



Marie Garnier,
Fribourg, conseillère
d'État du canton
de Fribourg.
Depuis 2015



Fenneke Reysoo,
Cully VD, Dr sc. soc.,
directrice scientifique
Programme Gender
and Global Change
IHEID. Depuis 2011

ORGANISATIONS PARTENAIRES

Conformément aux prescriptions du ZEW0 et §29 du NPO-Code, les organisations avec lesquelles HELVETAS Swiss Intercooperation a contracté un contrat cadre et celles où HELVETAS Swiss Intercooperation figure dans l'organe de direction sont mentionnées dans le rapport financier.

Alliance2015, La Haye • Alliance Sud, Berne • Association Intercooperation Madagascar AIM, Antananarivo, Madagascar • Cao Bang Development Center (Decen), Cao Bang, Vietnam • Center for Rural Economy Development CRED, Hanoi, Vietnam • cinfo, Bienne • End Water Poverty Coalition, Londres • Fairtrade International, Bonn • Fondation de prévoyance professionnelle d'HELVETAS Swiss Intercooperation, Zurich • Fondation Intercooperation, Berne • Fondation Max Havelaar, Bâle • Forum pour la Formation Professionnelle et la Coopération Internationale FoBBIZ, Zurich • HELVETAS Intercooperation Sàrl, Bonn • Helvetas USA Inc., Minneapolis, USA • IFOAM, Bonn • Intercooperation Social Development ICSD, Secunderabad, Inde • Knowledge Management for Development, Zurich • KOFF/Swisspeace, Berne • Millenium Water Alliance, Washington, D.C. • Skat Consulting et Skat Foundation, Saint-Gall • Swiss Civil Society Platform on Migration and Development, Berne • Swiss Fair Trade, Bâle • Swiss NGO DRR Platform, Lucerne • Swiss Water Partnership, Zurich • Swiss Water & Sanitation ONG Consortium, Zurich

L'ORGANISATION

L'**assemblée générale** est l'organe suprême de l'association et se réunit une fois l'an. Elle élit les membres du comité central et décide de la planification. Le **comité central** est responsable des stratégies. Le **direction** est responsable de la planification et de la mise en œuvre des projets, programmes et actions dans le pays et à l'étranger.

LA DIRECTION

*Membre formel de la direction



Directeur*
Melchior Lengsfeld



**Directeur adjoint/
Codirection
Programmes
internationaux***
Remo Gesù



**Codirection
Programmes
internationaux***
Annette Kolff



**Codirection
Services de conseils***
Rupa Mukerji



**Codirection
Services de conseils**
Esther Haldimann

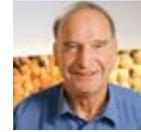


**Direction
Communication et
Fundraising***
Stefan Stolle



**Direction Finances
et Services***
Erich Wigger

LE CONSEIL CONSULTATIF



Peter H. Arbenz, Winterthour,
lic. rer. publ. HSG, conseiller
en développement de stratégies
et gestion d'entreprises,
président d'honneur



Sibel Arslan, Bâle, avocate,
conseillère nationale



Mario Fehr, Zurich, licencié
en droit, conseiller d'État



Tiana Angelina Moser,
Zurich, lic. phil. I,
conseillère nationale



Martin Naef, Zurich, lic. en
droit, conseiller national



Peter Niggli, Zurich,
journaliste, écrivain, spécia-
liste du développement



Rosmarie Quadranti,
Volketswil, employée
de commerce,
conseillère nationale



Kathy Riklin, Zurich,
Dr sc. nat. ETH,
conseillère nationale



Géraldine Savary,
Lausanne, lic. ès sc. pol.,
conseillère aux États



Anne Seydoux-Christe,
Delémont, lic. en droit,
conseillère aux États



Laurent Wehrli,
Glion, lic. ès-Lettres,
conseiller national



Impressum

Éditeur: HELVETAS Swiss Intercooperation

Textes de Hanspeter Bundi, Geert van Dok,
Matthias Herfeldt, Elmar Ledergerber, Melchior
Lengsfeld, Rebecca Vermot

Rédaction: Rebecca Vermot
Collaboration: Monika Linggi, Catherine Rollandin,
Patrick Schmitt

Traduction française: Christine Mattlé
Correction: Nadja Marusic

Iconographie: Andrea Peterhans

Graphisme: Spinax Civil Voices

Mise en page: Nadine Unterharrer

Impression: Künzle Druck AG, Zurich

Papier: Cyclus Offset Recycling

Association reconnue d'utilité publique par le ZEWO
Pour les dons: CP 10-1133-7 Lausanne



HELVETAS Swiss Intercooperation

Weinbergstrasse 22a, CH-8001 Zürich

Téléfon: +41 (0)44 368 65 00

info@helvetas.org

Siège de Berne

Maulbeerstrasse 10, CH-3001 Bern

Téléfon: +41 (0)31 385 10 10

info@helvetas.org

Bureau Suisse romande

Chemin de Balxert 7-9, CH-1219 Châtelaine

Téléphone: +41 (0)21 804 58 00

romandie@helvetas.org

Ufficio Svizzera italiana

Via San Gottardo 67, CH-6828 Balerna

Téléfono: +41 (0)91 820 09 00

svizzeraitaliana@helvetas.org

www.helvetas.org